

Il n'est plus besoin de le démontrer, ce gouvernement n'est nullement l'allié de la jeunesse. Depuis 2017, les mesures se succèdent pour la mettre au pas les jeunes, pour les domestiquer, afin de mieux nourrir les entreprises et mieux consolider la division de la société en classes sociales bien hermétiques, où certain·es travailleront à en crever pour que d'autres puissent jouir de leur portefeuille d'actions et de leurs divers capitaux bien protégés par la politique macroniste.

SNU, uniformes, casse du lycée professionnel, répression des mouvements contestataires de la jeunesse, continuum des violences policières dans les quartiers : tout est fait pour décourager une grande partie des jeunes et leur faire perdre espoir en l'avenir.

Et il s'y ajoute toujours une nouvelle mesure.

Aujourd'hui, c'est la publication au journal officiel des textes entérinant les groupes de niveaux en français et mathématiques au collège. Et ce, malgré les mobilisations des personnels, malgré le refus des organisations syndicales, malgré la contestation des familles et des jeunes, malgré l'état des recherches sur l'éducation. Malgré toutes ces voix qui dénoncent, dans cette réforme, la stigmatisation des élèves les plus fragilisés, qu'elles ou ils soient handicapés, en situation de pauvreté, dans des milieux familiaux en difficulté, etc.

Seul dans son projet, le gouvernement avance, saccage et détruit l'école égalitaire.

Ce gouvernement met à mal les collectifs et les solidarités que nous cherchons à installer dans les classes et les établissements.

Il veut reproduire, dans les collèges, une société de classes, avec les élites et les autres, les futures cadres et les ouvrières, les dominantes et les dominés, les actionnaires et celles et ceux qui ne sont rien, selon les propres mots du président.

Pour la rentrée 2024, le gouvernement veut des collèges qui sépareraient ostensiblement les élèves de bon niveau et les élèves d'un niveau plus faible. Des collèges qui placeraient d'office les élèves handicapés et les élèves étrangères dans les groupes les plus faibles, comme si, inéluctablement, elles et ils étaient incapables et incompétents.

Stigmatisation scolaire et sociale au collège.

Discrimination des jeunes handicapés et étrangères.

Passage en 2nde conditionné à l'obtention du brevet.

Formation professionnelle et générale au rabais dans les LP.

SNU obligatoire.

Valorisation des stages en entreprises et de l'apprentissage.

ParcourSup empêchant le libre choix d'orientation et laissant des centaines de jeunes sur le carreau.

La voie est toute tracée pour les jeunes en difficulté et venant de milieux sociaux défavorisés : une formation peu qualifiée, avec moins de savoirs critiques et émancipateurs, pour une insertion professionnelle la plus rapide possible.

Ainsi, avec cette réforme, la boucle serait bouclée.

Et nous voici, nous, professionnel·les de l'éducation et parents, face à un tournant dans l'histoire de l'école publique.

Nous qui rêvons d'une école publique qui soit accessible à toutes et à tous, qui accompagne chacun·e sur le chemin de l'émancipation, qui apprend la solidarité et le collectif, qui construise des savoirs critiques pour que chacun·e puisse décider de son rapport au monde, nous voici devant la dernière pierre édifiant une école qui trie et sélectionne les élèves, qui prône la compétition et la concurrence, qui détruit les solidarités.

Face à cela, que feront les équipes dans les établissements ? Que feront les personnels de directions de ces textes officiels ? Que feront les familles ? Que décidons-nous de faire, ensemble ?

Subir ?

Abandonner notre rêve ?

Détourner le regard ?

Changer de profession ?

Ou alors, avec tant et à la fois si peu de nos collègues, nous mettre en grève le 19 mars et les jours suivants.

Et sur nos lieux de travail, nous réunir pour réfléchir aux différentes manières de bloquer, de saboter, d'enrayer la machine gouvernementale pour empêcher cette réforme de s'appliquer.

Faisons vivre ce slogan bien connu des militant·es, mais oublié des professionnel·les : c'est nous qui travaillons, alors c'est nous qui décidons !